

700 millions pour le gazoduc qui traversera le département



Les 300 kilomètres de canalisation permettront de rejoindre les gazoducs déjà existants dans l'Oise et en Haute-Marne. Une partie importante du fuseau prédéfini traversera le département de l'Aube

C'est l'un des plus gros investissements que la région n'ait jamais connu. Un simple tuyau, mais doté d'un véritable enjeu géopolitique

« L'Arc de Dierrey », tel est le nom donné au projet d'implantation d'une nouvelle canalisation de transport de gaz naturel entre l'Oise et la Haute-Marne, plus précisément entre Cuvilly et Voisines, sur près de 300 km de longueur. Plus d'un tiers du tracé se trouve dans l'Aube, qui devrait être traversée d'ouest en est par un tuyau d'1,20 mètre de diamètre et d'une épaisseur allant de 15 à 27 mm. Pourquoi Dierrey ? Parce que le gazoduc passera notamment à Dierrey-Saint-Julien où se trouve déjà une station de compression du gaz. Et pourquoi un tel projet portant sur la somme faramineuse de 700 millions d'euros ? Réponse : pour des questions techniques, stratégiques, voire géopolitiques. « Ce dossier correspond à la nécessaire consolidation de la sécurité d'approvisionnement du pays dans un contexte visant à la construction d'un véritable marché européen du gaz naturel », commente Philippe Boucly, le directeur général de GRTgaz.

Perspective 2014

Cette société a pour mission d'exploiter et de développer le réseau de transport du gaz naturel en France. Un gaz pour lequel la France est totalement (ou presque) dépendante de l'étranger, et qui arrive du sud et de l'ouest par méthanier, de l'est et du nord par gazoduc. D'importants projets sont

en cours d'élaboration pour accueillir le gaz en plus grande quantité, notamment à Dunkerque et à Antifer en Normandie. Encore convient-il d'anticiper sur les moyens d'acheminer ce gaz, d'où la nécessité de ce nouveau gazoduc. Le temps d'effectuer un grand débat public et les études, le chantier pourrait débuter en 2012 pour aboutir en 2014.

« Un éternuement de Poutine... »

« On voit bien qu'un éternuement de Poutine peut mettre en cause notre approvisionnement en gaz. Il nous faut donc disposer d'équipements suffisants dans un contexte à la fois énergétique, politique et géostratégique », indique Patrick Legrand, président de la Commission particulière du débat public mise en place pour ce projet. Avec une vingtaine de réunions réparties jusqu'en janvier prochain dans tous les départements traversés (voir date ci-dessous).

Sur les 300 km de canalisation à installer, 120 km seraient posés en doublement de la canalisation existante entre Dierrey-Saint-Julien et Voisines en Haute-Marne. Tous les 20 km environ, seront installés des postes de sectionnement pour, le cas échéant, interrompre la circulation du gaz. L'ensemble sera relié aux gazoducs existants, après aménagement des installations desservant tout le nord de la France.